

## ACTIVITÉS DE L'IRMC - TUNIS

### ◆ 8 février 2000 Tunis

*Enquête historique sur les usages et métissages linguistiques au Maghreb*

Réunion de lancement organisée dans le cadre de la convention d'échanges scientifiques IRMC-EHESS.

Coordination : Jocelyne DAKHLIA

### ◆ 9 février 2000 Tunis

*Recherche et communautés scientifiques au Nord de l'Afrique à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*

Conférence de Roland WAAST, sociologue, directeur de recherche à l'IRD, organisée par l'IRD à l'IRMC.

### ◆ 17-18 février 2000 Tunis

*À la recherche des générations intellectuelles au Maghreb*

Programme de l'Institut Maghreb Europe, organisé avec le soutien de l'IRMC, du CESH S et de l'IFC.

Coordination : Aïssa Kadri

### ◆ 9 mars 2000 Tunis

Conférence de Giovanni LEVI, historien, Université Ca' Foscari de Venise, autour de son ouvrage *Exercice d'histoire sociale et micro-histoire*, recueil de ses principales études sur la microanalyse.

Organisée par l'IRMC en collaboration avec le Département d'Histoire de la Faculté des Sciences Sociales de Tunis I.

### Séances du séminaire de l'IRMC Dynamiques sociales et institutions

### ◆ 21 et 22 janvier 2000 Tunis

Session inaugurale du séminaire : *L'urbain et la réforme de l'État*

Organisée en collaboration avec Urbascopie, le département d'urbanisme de l'ENAU de Tunis, coordonnée par Odile Moreau.

Lors de la première séance, présidée par Mohammed El-Aziz Ben Achour, François Georgeon est intervenu sur : *le pouvoir et la ville : palais impériaux et transformations du paysage urbain à Istanbul au 19<sup>e</sup> siècle*.

Durant la deuxième séance, présidée par Jean-Philippe Bras, Brigitte Marin a présenté les *Réformes et espaces urbains à Naples à l'époque des Lumières*.

Stéphane Yérasimos a traité des *réformes urbaines et l'avènement des municipalités dans l'Empire ottoman*, dans la troisième séance, avec Abdelhamid Hénia comme président de séance.

Les débats ont été animés notamment par Morched Chebbi, Moncef Ben Slimane et Brigitte Marin. Privilégiant une approche politico-institutionnelle, ils ont resitué les articulations entre l'urbain et la réforme de l'État dans le monde islamoméditerranéen, avec une perspective comparatiste entre les deux rives de la Méditerranée.

### ◆ 11 février 2000 Tunis

*Etats et groupes sociaux dans le monde musulman*

Coordination : Jean-Philippe BRAS

Intervenants : Daho DJERBAL, directeur de la revue *Naqd* - Alger : *L'Etat pris au piège de la démocratie communautaire*.

Marcel BAZIN, professeur à l'Université de Reims, directeur de l'Institut d'Aménagement du Territoire et d'Environnement (LAITEUR) : *Turquie et Iran : modèles étatiques unitaires et diversité socio-spatiale de la population*.

### ◆ 10-11 mars 2000 Tunis

*Allégeances religieuses et mobilités : confréries, communautés et conversions*

Coordination : Mohammed KERROU

Intervenants : Danièle HERVIEU-LEGER, directeur d'études à l'EHESS, directeur du Centre d'Etudes Interdisciplinaires des Faits Religieux (CEIFR-Paris) : *Le converti comme figure de la modernité religieuse : le dossier des conversions contemporaines au catholicisme*.

Fernando Rodriguez MEDIANO, Instituto de Filologia, Consejo Superior de Investigaciones Científica : *Les mariages mixtes au Maroc à l'époque du protectorat espagnol*.

Giovanni LEVI, professeur de l'Université Ca' Foscari de Venise, département d'études historiques ; directeur du Centro di Studi mediterranei-Istituto per gli Studi Filosofici : *Les conversions des Portugais à Venise XXI<sup>e</sup> -XVII<sup>e</sup> siècles*.

### ◆ 14-15 avril 2000 Tunis

*La question du pluralisme juridique*

Coordination : Jean-Philippe BRAS

Intervenants : Baber JOHANSEN, directeur d'études à l'EHESS, Centre d'Études des Normes Juridiques (CENJ-Paris)

Alain MAÏNE, maître de conférence à l'EHESS, Centre d'Histoire Sociale de l'Islam Méditerranéen (CHSIM-Paris)

### Rencontre Jeunes chercheurs MOST/IRMC 4-6 mai 2000, Tunis

*Mondialisation et sociétés rurales dans les pays méditerranéens : recherche comparée avec les pays de la rive nord de la Méditerranée*

Rencontre animée par :

Abdallah CHERIF, Département de Géographie, Faculté des Lettres de la Manouba - Université de Tunis I.

Felisa CEÑA, Université de Cordoba, Département d'économie et sociologie agraire.

Najib AKESBI, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat.

Marcel MAZOYER, Institut National d'Agronomie - Paris Grignon, Chaire d'Agriculture Comparée et de Développement Agricole.

## ACTIVITÉS DU CESH S-RABAT

### ◆ 1<sup>er</sup> Mars, CESH S, Rabat

*"Les générations intellectuelles de l'après - indépendance, par l'école au Maroc"* Conférence de Pierre VERMEREN, Docteur, Agrégé d'histoire.

### ◆ 16 Mars 2000, INAU, Rabat

*"Le Caire entre privatisation, ajustement et délibéralisation politique : gestion des recompositions d'une agglomération en pleine croissance"* Conférence de Eric DENIS, chargé de recherche au CNRS/CEDEJ et responsable de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain

Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, Av. Allal El Fassi, Rabat-Instituts - tél : 07-77.16.24

Séminaire coorganisé par l'INAU, l'ENA et l'Atelier Villes Marocaines du CESH S.

- ◆ 22 Mars, CESH, Rabat  
 "Imaginaires croisés des nationalismes au Maroc et en Algérie" Conférence de Benjamin STORA.
- ◆ 26 Avril, CESH, Rabat  
 "Les générations issues de l'immigration maghrébine en France" à travers l'ouvrage *Le Transfert d'une mémoire*, Ed. La Découverte, 1999, présenté par Benjamin STORA.
- ◆ 27 Avril 2000, INAU, Rabat  
 "Les politiques urbaines en Tunisie et au Maroc : Approche comparative" Conférence de Morched CHABBI, Directeur d'Urbaconsult, Tunis.  
 Séminaire coorganisé par l'INAU, l'ENA et l'Atelier Villes Marocaines du CESH.
- ◆ 28 Avril 2000, CESH, Rabat  
 "Égypte : Réformer l'éducation, réformer par l'éducation ?" Conférence de Iman FARAG, CEDEJ, Le Caire.

## La Réforme et ses Usages

Bordeaux, 1-3 décembre 1999

Dans le cadre du Temps du Maroc en France, et avec la collaboration de la Fondation A. Bouabid et de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, et le soutien du commissariat général pour le Temps du Maroc et du service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France à Rabat, le Centre d'Études en Sciences Humaines et Sociales de Rabat a organisé un colloque sur la "Réforme et ses Usages", à Bordeaux, du 1er au 3 décembre 1999. Cette rencontre a été le point d'orgue de trois années de réflexions communes menées, au sein du CESH, autour du thème "sociétés en réformes". Que ce soit dans une mise en perspective historique, dans l'interprétation de logiques énonciatives ("nommer le politique, passer au politique"), ou dans un regard plus contemporain sur la "mise-à-niveau" de l'économie et de la société marocaine, dans tous les cas, se pose la question des spécificités et des récurrences de logiques "réformistes". Il s'agissait à la fois de dresser une topologie des systèmes d'actions réformistes et de les confronter à une typologie des positionnements réformistes, saisis du point de vue des stratégies et des trajectoires des acteurs et des institutions engagés dans cette logique. Les visées de la réforme sont identifiées à trois niveaux : celui de la modernisation et de la rationalisation des pratiques (convoquant le volontarisme, parfois la maïeutique, des pouvoirs institués, autorités coloniales ou État moderne : comment "changer de société, comment changer la société ?"); celui de l'unité du débat sociétal, d'un rapport commun au sens, animant et positionnant ses différents protagonistes qui s'accordent sur la centralité et l'éminence de problématiques sociales reconnues par tous comme légitimes sinon sur leurs modes de résolution (de la question nationale à celle de l'adoption de la "nouvelle orthodoxie du développement"); enfin, celui de la construction et de la mobilisation d'une grille de déchiffrement, de lectures de l'histoire. Les systèmes de représentations dominant la réforme se transformant en systèmes d'action, ils articulent débats et

pratiques, la visée prospective de la réforme à ses manifestations, à ses réussites ou à ses échecs. En dernier ressort, la réflexion s'assignait comme objectif de montrer de quelle façon font sens ces différentes propositions dans le processus de structuration du champ politique dit "moderne". Peut-on isoler une formule spécifiquement réformiste du passage au politique ? Comment la saisir dans les projets nationalistes et comment l'utiliser à propos de la "libéralisation" ? Les journées s'organisaient autour de trois thèmes principaux, traités de façon pluridisciplinaire : "L'échec du réformisme endogène et la mise en forme coloniale des réformes", "Réforme et construction nationale", et "Logiques et enjeux de la mise à niveau". Réformes subies, réformes voulues, des schèmes s'imposent et doivent être discutés : celui de la dialectique omniprésente entre l'endogène et l'exogène, celui de la confrontation de cycles (comment interpréter la récurrence du discours sur les "échecs de la réforme"), celui de l'emprunt et de l'invention de modèles pour la construction d'un ordre social légitime, enfin celui du changement ou de la reproduction des acteurs, des rapports de pouvoir ou des modes de gouvernement dans la réforme. Parmi les intérêts d'un débat scientifique sur la pertinence d'un concept tel que celui de réforme, dont la visée "englobante" peut poser problème, les différentes contributions au colloque, et leur distribution, soulignaient l'actualité du questionnement. Le Maroc, à l'instar d'autres pays, semble connaître une double réforme (économique et politique), dont l'unité de temps et de lieu paraît faire sens, a priori, articulée autour de la "mise à niveau" dans la perspective de l'intégration à une zone de libre-échange avec l'Union Européenne, et de l'alternance gouvernementale (et la succession royale). L'éclairage des travaux des historiens permet d'en mesurer des enjeux plus sourds et plus latents et de poser autrement les termes du débat contemporain sur "l'évidence libérale". De même qu'en retour, s'interroger sur les récurrences du jeu des acteurs, de leurs stratégies comme des dispositifs qu'ils mettent en place, amène à reconsidérer l'histoire récente du Maghreb, en particulier la période coloniale. C'est là sûrement que réside la seconde dimension de l'actualité de ce colloque, qui contribue à visibiliser un renouvellement des sciences sociales marocaines, notamment la considération de problématiques jusqu'alors mises à l'écart. Il fait de ce point de vue écho au colloque organisé à Rabat du 28 au 30 mai 1998 par le comité de rédaction de la revue *Hesperis-Tamuda*, sur "Repenser le Protectorat" - revue dans laquelle en seront d'ailleurs publiés les actes. Par essence, une telle réflexion s'inscrit dans une perspective comparatiste. La société marocaine semble fournir un cadre particulièrement paradigmatique, dont il conviendrait à la fois de mettre en évidence les spécificités et un caractère opératoire plus général. C'est pourquoi cette rencontre scientifique appelle un prolongement. Tout en balisant la problématique, elle en pose des jalons, en souligne certaines clôtures et ouvre un champ de recherche qui gagnerait à ne pas se limiter aux seules sociétés maghrébines.